

3€

regards

N°67 MAI 2016

**L'ORDRE
PAR LA
FORCE**



Les Éditions Regards
5, villa des Pyrénées, 75020 Paris
09-81-02-04-96
redaction@regards.fr

Direction

Clémentine Autain & Roger Martelli

Directeur artistique

Sébastien Bergerat - da@regards.fr

Comité de rédaction

Loïc Le Clerc, Guillaume Liégard,
Roger Martelli, Gildas Le Dem,
Catherine Tricot, Laura Raim,
Marion Rousset, Jérôme Latta

Administration et abonnements

Karine Boulet - abonnement@regards.fr

Comptabilité

comptabilite@regards.fr

Publicité

Comédiance - BP 229, 93523 Saint-Denis Cedex

Scop Les Éditions Regards

Directrice de la publication

et gérante

Clémentine Autain

Photo de couverture CC

SOMMAIRE N°67

L'ORDRE PAR LA FORCE

VIOLENCES POLICIÈRES : L'ORDRE PAR LA FORCE

L'effervescence sociale actuelle se confronte à des brutalités policières projetées au devant du débat public. Changement de doctrine, répression des mobilisations, impunité : le maintien de l'ordre ne masque plus ses finalités politiques.

**P. 04 - Faut-il chanter «Tout le monde déteste la police»
ou «CRS avec nous » ?**

P. 10 - 1er mai : la déroute des forces de l'ordre

**P. 14 - Aline Daillère : « On assiste à un réveil citoyen
sur les violences policières »**

PARTI COMMUNISTE : LE CONGRÈS DE LA DÉCROISSANCE

Le 37e congrès du PCF se tiendra début juin dans un contexte de perte d'influence qui alimente les divergences internes. À un an d'échéances électorales majeures, le débat sur la stratégie à adopter n'en sera que plus crucial.

P. 20 - PCF : Père des incertitudes

P. 28 - Le PCF entre doutes et désirs de radicalité

2017 : LA MAJORITÉ SE RACCROCHE AUX BRANCHES

Inattendue, joyeuse, incertaine, la Nuit debout essaime et grandit en suscitant une série d'interrogations sur ses suites. Mais il ne fait pas doute que ce mouvement citoyen peut constituer un électrochoc politique.

P. 32 - L'alliance avec la droite, c'est maintenant !

P. 36 - Macron, l'aspiration par le vide

P. 40 - Le Guen, phare de la pensée

Faut-il chanter «Tout le monde déteste la police» ou «CRS avec nous » ?

**Les mobilisations du printemps – contre la loi travail,
Nuit debout – se demandent quelle attitude adopter face
aux violences policières et aux forces de l'ordre en général :
confrontation ou fraternisation ?**

« Tout le monde déteste la police ». Le refrain scandé par le Mouvement inter-luttes indépendant (MILI) à la tête du cortège parisien du 1er Mai a le mérite d'être clair. Ce collectif anticapitaliste, déterminé à « faire sa fête au travail et à sa loi », qui s'impose de plus en plus souvent au devant des syndicats traditionnels lors des manifestations contre la loi El Khomri, assume sans détour une stratégie de conflictualité avec les forces de l'ordre. Stratégie qui divise les organisateurs de la Nuit debout, dont une partie redoute les effets contre-productifs des violences, aussitôt relayées par les médias et instrumentalisées par les politiques pour discréditer et limiter le mouvement.

LE MILI SUR LE FRONT DE LA BATAILLE URBAINE

Proclamer sa haine de la police n'est pas nouveau bien sûr. Le «CRS SS» que l'on entend fréquemment ces jours-ci est apparu pendant les grandes grèves de mineurs de 1948, après la mort du manifestant Jansek, assassiné à coups de crosse par des CRS, avant de refaire surface en Mai 68. Mais le MILI revendique une pratique de confrontation, non pas seulement verbale, mais aussi physique, que l'on a peu l'habitude de voir en France, où les mouvements autonomes ou de black blocks sont moins développés qu'en Allemagne ou en Grèce par exemple. Né en 2013 à Paris pendant les mouvements lycéens de

protestation contre l'expulsion de la col-
légienne rom Leonarda, le MILI appelle
alors à bloquer les lycées. Mais c'est
l'année suivante, après la mort de Rémi
Fraisie, tué par un tir de grenade offen-
sive, que ces militants élaborent leur dis-
cours autour des violences policières,
dénonçant celles qui visent aussi bien
les zadistes que les jeunes des quartiers
populaires (lire aussi «Aline Daillère : «
On assiste à un réveil citoyen sur les vio-
lences policières »»).

On ne peut pas les rater dans les cor-
tèges. Lycéens, étudiants ou travailleurs,
ils sont jeunes, autour de la vingtaine,
habillés en noir, visage dissimulé par un
foulard et une capuche, et souvent un
casque et des lunettes de plongée pour
se protéger des gaz lacrymogènes. Ils
allument des torches et jettent des pé-
tards, des œufs de peinture ou des mor-
ceaux de bitume sur les policiers tout en
scandant « Paris, debout, soulève-toi ».
En face, les CRS commencent par en-
voyer des gaz lacrymogènes et finissent
par charger, donnant lieu à d'impression-
nantes scènes de batailles urbaines.
Évidemment, vu l'arsenal policier, le
but ne peut pas être de «vaincre» les
troupes. « L'enjeu du combat » est plus
précisément de « briser » le « dispositif
policier », décrypte sur Lundi matin le
Comité action Nuit à bout, proche du

Groupe de Tarnac. « La police maintient
l'ordre. Parce qu'elle est une protes-
tation contre l'ordre des choses, une
manifestation est par essence un affront-
ement contre la police (...) La police
gagne quand tout se passe comme
prévu en préfecture. Les manifestants
gagnent quand tout ne se passe pas
comme prévu en préfecture ».

« QUE LES FLICS AIENT PEUR, QU'IL DEVIENNENT DES SALARIÉS »

Les MILI ne nient pas les violences, mais
refusent d'être réduits à des «casseurs»
apolitiques, leurs cibles étant on ne
peut plus politiques : banques, agences
d'intérim, locaux du PS, et CRS sont les
symboles ou les défenseurs d'un ordre
d'une violence autrement plus grande,
celle qui ravage la vie des jeunes à coup
de petits boulots précaires, de contrôles
au faciès et de tirs au flashball. Le Comi-
té action Nuit à bout l'affirme :

**« La question n'est pas d'être ou de ne
pas être violent. La question est d'être
offensif, ou inoffensif ».**

Si l'objectif final est « le soulèvement,
l'insurrection et la destitution de ceux
qui nous gouvernent », comme l'a redit
dimanche à République Mathieu Burnel

de la bande de Tarnac, il faut pour cela « instaurer un rapport de force » et « libérer un peu d'espace » vis-à-vis d'une police de plus en plus armée qui ne cesse de s'arroger de nouvelles prérogatives, a fortiori depuis l'instauration de l'état d'urgence : pénétrer à l'intérieur d'une université pour empêcher une Assemblée générale, quadriller un lycée pour empêcher le blocage, couper la sono des participants de la Nuit debout sur la place de la République, jeter leur soupe dans le caniveau... Autant d'actions qui empêchent les militants de s'organiser. Samia, une sympathisante du MILI, explique la démarche :

« L'idée c'est d'empirer leurs conditions de travail, qu'ils aient peur, qu'ils soient fatigués, qu'ils n'aient pas envie d'aller au travail, en somme, que les flics deviennent des salariés ».

Reste à voir si cette stratégie de harcèlement ne rend pas les CRS plus violents qu'autre chose. Pourtant proche du Comité invisible, Éric Hazan ne partage pas son discours sur la police, estimant que la confrontation directe n'est pas productive : « Dans toutes les insurrections victorieuses, depuis la prise de la Bastille jusqu'à la mise à bas de Ben Ali et Moubarak, le moment décisif a été celui

où les «forces de l'ordre» ont fait défection. Et inversement, chaque fois que ces forces ont fait bloc pour défendre le régime, les insurgés ont été vaincus et massacrés », rappelle l'éditeur de la Fabrique sur Lundi Matin. Qui précise :

« Si nous signifions à la police que nous la détestons en bloc, nous ne faisons que souder ses rangs et nous rendons sa défection plus difficile, plus improbable. Or ses rangs sont moins homogènes, moins serrés que peuvent le laisser penser les lignes de boucliers ».

LE MYTHE DE LA FRATERNISATION

Sur la place de la République, certains participants de la Nuit debout sont dans cette optique de discussion non violente. « CRS avec nous, on vous fera des bisous », entend-on même régulièrement. Avec des résultats parfois surprenants. La Radio Debout a ainsi enregistré un échange surréaliste : interrogé sur son grade, un CRS lâche « Je suis un ouvrier ! », à la grande joie de ses interlocuteurs : « Et bah voilà ! C'est ce qu'on dit ! Les ouvriers, c'est avec nous ! » « Mais sachez qu'on est avec vous », renchérit le CRS. Hourra général. « Alors maintenant la prochaine étape : on enlève les uniformes et on nous rejoint ! » entend

le militant : « Oh ça caille oh ! », sourit le CRS. « On sait que tu veux un câlin », le taquine une voix féminine. Un jeune prof improvise un cours d'histoire à l'intention du CRS sur les révolutions passées.

De fait, en 1789, il n'y a pas de prise de la Bastille sans que la garde française n'ouvre les Invalides et ne fournisse les pièces de canon et les 40.000 fusils. « C'est l'élément fondateur de la mythologie de la fraternisation des révolutionnaires avec l'armée », explique l'historien Eric Fournier. L'Internationale, écrite en 1871 au lendemain de la Commune de Paris, ne se termine-t-elle pas par « Crosses en l'air et rompons les rangs, (...) Ils sauront bientôt que nos balles, Sont pour nos propres généraux » ? « Il y a eu d'autres épisodes significatifs, poursuit Eric Fournier :

« En 1848 et en 1871 par exemple, les insurgés fraternisent avec l'armée, en 1907 lors de la révolte des vignerons du Languedoc, cinq cents soldats du 17^e régiment d'infanterie se mutinent et se solidarisent avec les manifestants à Béziers. Mais attention, l'armée n'est pas la police. L'armée, c'était le peuple en armes, des jeunes réservistes ou des conscrits, natifs des régions où ils étaient postés, souvent littéralement les frères des manifestants. Aujourd'hui, les militants ont affaire à la police professionnelle, c'est très différent. Historiquement, il n'y a jamais eu de fraternisation avec la police. »

LA PEUR DE FAIRE PEUR

Sans appeler à une fraternisation utopique, une grande partie de la gauche demeure sceptique quant à la pertinence de chercher le clash avec les forces de l'ordre, y voyant surtout l'expression d'une rébellion adolescente en quête de sensations fortes et de reconnaissance sur les réseaux sociaux. Thomas, un « nuitdeboutiste » croisé dimanche place de la République, déplore :

« Ces violences font peur à des gens qui potentiellement auraient envie de rejoindre les rassemblements, elles empêchent le mouvement d'attirer de nouveaux pans de la population ».

Il n'empêche que l'attitude combative des jeunes du MILI pourrait avoir une vertu précisément du point de vue de l'expansion du mouvement : « Les gens de Nuit debout n'arrêtent pas de se demander comment faire la « convergence des luttes » avec les jeunes des quartiers populaires, poursuit la sympathisante. Or ces derniers sont victimes au quotidien des violences policières. Une chose est sûre : c'est moins en chantant « CRS avec nous » que « Tout le monde déteste la police » qu'ils ont des chances de faire la jonction avec les quartiers ».

● LAURA RAIM

1^{er} mai : la déroute des forces de l'ordre

Dans la rue comme sur le plan politique, le gouvernement semble vouloir opposer entre elles les forces engagées contre la loi travail. Dimanche à Paris, cette stratégie de la division s'est au contraire soldée par un échec cuisant. Récit.

Les dispositifs d'encadrement sécuritaire massifs, de même que les violences policières systématiques au cours des manifestations contre la loi travail ou des rassemblements de Nuit debout, ont-ils pour objectif de faire monter la tension pour provoquer la cassure du mouvement ? Durant les défilés des derniers jours à Paris, les forces de l'ordre ont isolé par deux fois la tête du cortège, allant jusqu'à bloquer plusieurs milliers de personnes au cours de la manifestation du 1^{er} mai. Ce même jour, loin d'aboutir à l'effet recherché – celui d'une désolidarisation d'une partie du cortège vis-à-vis d'une autre – cette stratégie a renforcé l'hostilité vis-à-vis des forces de l'ordre, et engendré leur déroute sur la fin de la manifestation.

La tonalité du jour, plutôt inédite pour un défilé traditionnellement festif, avait été donnée peu de temps après le départ de Bastille. Un groupe d'une dizaine de

policiers en civil, casqués et encapuchonnés, tente alors de se faufiler sur la gauche du cortège, au pied de la Coulee verte. Vite repérés, ils font l'amère expérience de l'extrême hostilité des manifestants. Une mèche est allumée, un pétard s'envole, explose avec fracas au beau milieu des agents. Ces derniers rentrent alors la tête dans les épaules, se bouchent les oreilles, battent en retraite sous les huées. Ils ne réapparaîtront plus avant la Nation.

Pendant ce temps, comme d'usage depuis le 31 mars, la tête de la manifestation, composée de mouvements autonomes comme le MILI, de lycéens, d'étudiants de plusieurs universités parisiennes, mais aussi de militants syndicaux et de simples manifestants, est encadrée de près par plusieurs cordons de CRS : un sur la gauche, un sur la droite, une rangée sur le devant de la manif. Les premiers affrontements ne tardent pas :



Des «casseurs» ? Non, des policiers en civil.



Le haut de la manifestation juste après la jonction.



Les gendarmes mobiles sont «nassés» à leur tour.

d'un côté, bouteilles, pétards, quelques feu d'artifices et plusieurs bombes agricoles s'abattent sur les policiers. En face, des grenades assourdissantes, de nombreuses salves de lacrymogène. Derrière, on continue à chanter.

Devant, de nombreux militants ont couvert leur tête, leurs yeux et leur visage pour se protéger des gaz et ne pas être reconnus. Un peu plus loin, la police filme en permanence le déroulement des opérations. Pendant plus d'une heure, le cortège avance péniblement, au rythme des assauts des uns, des contre-attaques des autres. Puis vers 16h, une unité de gendarmes mobiles arrive par la rue de Chaligny et coupe le trajet des manifestants, isolant ainsi la tête de la manif. Un peu plus haut, au niveau de la rue de Reuilly, le boulevard Diderot est déjà bloqué : plusieurs milliers de personnes sont ainsi prises au piège, et le cortège coupé en deux parties.

De part et d'autre du cordon, la situation devient vite très tendue. Dans la nasse, des affrontements se poursuivent, accompagnés d'un épandage massif de gaz lacrymogènes. En aval, le reste de la manifestation arrive peu à peu jusqu'à

former un bloc très compact face aux gendarmes mobiles qui lui interdisent d'avancer, n'hésitant pas à gazer généreusement et à utiliser leurs matraques sur les premiers rangs. Les forces de l'ordre font alors pression – y compris plus en arrière sur les syndicats – pour diriger le reste de la manif en direction des rues adjacentes, afin de contourner la tête qui s'en serait trouvée abandonnée à son sort. Mais au lieu d'obtempérer, le cortège fait bloc, se montrant de plus en plus menaçant vis-à-vis du barrage de gendarmes mobiles. Jusqu'à obliger ces derniers à se retirer.

Entre temps, les manifestants pris en sandwich ont été repoussés une centaine de mètres plus haut par une autre ligne de gendarmes, qui voit maintenant le reste de la manifestation lui fondre dessus par l'arrière. Pris en tenaille, les gendarmes s'écartent pour laisser les manifestants opérer la jonction, puis se tassent les uns contre les autres de chaque côté du boulevard, isolés de tous renforts. Une charge très brutale menée par une partie des manifestants les refoule ensuite dans les rues adjacentes. Encaissant bouteilles, gravas,



Les gendarmes mobiles sont «nassés» à leur tour.

mobilier urbain, feux d'artifice, les gendarmes reculent et disparaissent de la vue des manifestants.

Pendant cet affrontement, les marcheurs situés un peu plus en arrière ont retenu la leçon : ils continuent à faire bloc, avancent pour éviter qu'un cordon de CRS ne puisse s'immiscer et scinder à nouveau le cortège. Coupée en deux l'espace d'une heure, la première partie de la manifestation apparaît alors très soudée. Au milieu d'un nuage de lacrymogènes, les plus expérimentés donnent des conseils à ceux qui n'ont pas l'habitude de ces conditions extrêmes : « Continuez à marcher, respirez lentement ! » Plus aucun policier n'encadre désormais la manifestation, qui a le champ totalement libre et termine sa route en chantant jusqu'à Nation : « Et la rue elle est à qui ? Elle – est – à – nous ! »

Comment expliquer cet usage massif et systématique de la force, également observé ces derniers jours sur la place de la République ? Cité par Le Monde, le politologue Olivier Fillieule observe : « Ce qui paraît frappant, c'est ce qui ressemble à une stratégie délibérée de l'autorité civile, consistant à déroger à

de nombreux préceptes du maintien de l'ordre, par une présence trop massive d'effectifs, par des manœuvres à contretemps, par la bride ouvertement lâchée sur le cou des hommes du rang (...). Les raisons d'une telle stratégie sont ouvertes à interprétation. Mais la recherche délibérée d'un pourrissement de la situation est très difficilement contestable ».

À l'occasion des manifestations en cours, le gouvernement espère-t-il matérialiser dans la rue ce qu'il s'évertue à obtenir sur le plan politique ? À savoir une division du mouvement entre, d'un côté, les organisations syndicales et, de l'autre, les mouvements plus autonomes – tels que les coordinations nationales étudiante et lycéenne et, surtout, la Nuit debout – qui aiguillonnent le mouvement et cherchent actuellement à construire un rapport de forces plus appuyé sur le terrain. Les opposants à la loi travail ont à nouveau rendez-vous dans la rue aujourd'hui, pour le début de l'examen du texte par l'Assemblée nationale. Un meeting unitaire doit avoir lieu à partir de midi sur l'esplanade des invalides, précédée d'une manifestation étudiante au départ de Montparnasse. ● THOMAS CLERGET

Aline Daillère : « On assiste à un réveil citoyen sur les violences policières »

L'état d'urgence et les mobilisations sociales ont remis en évidence les violences policières, l'opacité les entourant et l'impunité de leurs auteurs. La rédactrice du récent et accablant rapport de l'ACAT en expose les principaux enseignements.

La polémique sur l'affiche de la CGT Info'Com dénonçant les violences policières n'est que le dernier épisode d'un débat particulièrement intense sur un sujet revenu à l'avant-scène avec l'état d'urgence et les mobilisations du printemps. Le 16 avril, plus de trois cents universitaires, artistes, militants associatifs ont lancé un appel contre ces dérives.

Le mois dernier, l'ACAT (Association chrétienne pour l'abolition de la torture) publiait à point nommé un rapport éclairant, «L'Ordre et la force. Enquête sur l'usage de la force par les représentants de la loi». Cette « radiographie des vio-

lences policières » recense un décès par mois en moyenne au cours des cinq dernières années lors d'opérations de police ou de gendarmerie. L'enquête relève une utilisation quotidienne et abusive des armes dites non létales (Flashball et Taser), des techniques d'immobilisation dangereuses, un usage problématique des divers types de grenade, la surreprésentation des jeunes issus des minorités visibles parmi les victimes, un recours régulier aux injures et au tutoiement... Globalement, elle déplore l'opacité entretenue par les autorités, l'absence de moyens d'enquête et d'observation indépendants, et la quasi-impunité des

« Flashball et taser ne sont pas utilisés à la place des armes à feu, mais au détriment de la négociation et de la discussion. »

policiers et gendarmes mis en cause.

Aline Daillère est responsable des programmes police prison justice pour la France au sein de l'ACAT. Co-auteure de l'enquête et auteure du rapport, elle revient sur cet état des lieux et ses résonances dans le contexte actuel.

Regards. Les incidents liés à l'état d'urgence, ceux qui ont émaillé les manifestations contre la loi travail et la Nuit debout, témoignent-elles d'une recrudescence des violences policières ?

Aline Daillère. De mon point de vue, il n'y a pas plus d'incidents qu'auparavant, qu'il y a deux ans, par exemple. Il y a toujours eu des violences en manifestation, des vidéos circulent depuis longtemps sur les réseaux sociaux... L'état d'urgence, et notamment les faits commis lors des perquisitions administratives, ont certainement étendu un sentiment de ras-le-bol et contribué à ce qu'on en parle plus. On ressent très nettement ce contexte de tension lors des manifestations actuelles, du côté des forces de l'ordre comme de celui des manifestants.

Est-ce que l'état d'urgence s'est accompagné d'un changement de doctrine au sein des forces de police – notamment dans un encadrement des mouvements sociaux qui tourne à la répression ?

Il y a une volonté d'accroître les pouvoirs des forces de l'ordre, notamment dans les possibilités d'utiliser des armes à feu, avec moins de contrôle de la part des autorités judiciaires. Il est difficile d'avoir un peu de recul historique puisque nous sommes au cœur de cette période, mais l'évolution est sensible. Au point que l'on assiste à une sorte de réveil citoyen sur la question : des gens se rendent compte que cela existe et que les pouvoirs publics n'en parlent pas. Ils se mobilisent pour que le sujet ne soit pas étouffé.

La polémique sur l'affiche de la CGT témoigne-t-elle de cette sensibilité croissante ?

Je ne sais pas si la CGT aurait osé sortir cette affiche il y a seulement quelques mois. Elle est clairement provocatrice et la provocation fonctionne puisqu'on parle du sujet. Certains policiers, même s'ils sont très minoritaires, ne sont pas à l'aise avec ce qu'ils voient dans leurs rangs.

On ressent une contradiction entre l'élan de sympathie envers les policiers, après les attentats de janvier 2015, et cette défiance qui s'exprime...

Complètement. C'est sur cette ligne-là que nous avons publié notre rapport il y a un mois. Au sein même de notre association, alors que l'enquête avait commencé il y a deux ans, nous nous sommes demandés, en novembre dernier, s'il fallait repousser sa date de publication, ayant des doutes sur la façon dont il serait accueilli. La période est très contradictoire pour les forces de l'ordre.

L'utilisation des armes présentées comme non létales, telles que le Flashball et le Taser, ont-elles marqué un tournant dans les méthodes policières ?

Oui, de deux points de vue. Elles ne sont pas utilisées à la place des armes à feu, mais au détriment de la négociation et de la discussion : on recourt tout de suite à ces armes. Plutôt que de gérer une situation en contenant physiquement une personne, le taser est plus rapide et fait moins de dégâts du côté de la police. Du côté du maintien de l'ordre, certains historiens et policiers ou anciens policiers voient dans l'usage du flashball un abandon de la doctrine historique qui, en France, consistait à maintenir à distance, à faire reculer ou à disperser les manifestants en faisant le moins de blessés possible. La conception actuelle revient plutôt à attaquer et viser des personnes dans la foule pour procéder à des interpellations et faire fuir les autres. Le problème est que ces armes mutilent et tuent : alors qu'elles

étaient censées limiter les blessures et les décès, on constate l'inverse. Elles suscitent des dégâts disproportionnés en regard des enjeux policiers.

Parleriez-vous d'une militarisation des forces de police, en particulier dans la gestion des foules et des manifestations ?

En la matière, on est encore loin des États-Unis, mais je crains qu'on évolue actuellement dans cette direction.

Tous les États tendent à protéger leur monopole de la violence légitime, mais la France a-t-elle un problème particulier avec l'impunité de ses forces de l'ordre, que souligne votre rapport ?

C'est un problème assez général malheureusement. Mais dans certains pays, scandinaves notamment, des enquêtes sont menées et aboutissent à des condamnations, des commissions indépendantes existent et mènent des investigations approfondies. En France, il y a

« En France, il y a un réel problème d'impunité, avec des condamnations peu fréquentes et peu sévères. »

« On ne connaît pas le nombre de blessés et de décès lors des opérations de police, alors que ces données existent. »

un réel problème d'impunité, avec des condamnations peu fréquentes et peu sévères.

Quels en sont les facteurs ?

Ils sont nombreux, et de plusieurs ordres. D'abord, les enquêtes menées par les policiers et les gendarmes eux-mêmes soulèvent un problème d'impartialité : elles sont souvent peu approfondies, les incohérences dans les déclarations des policiers ne sont pas relevées, des témoins essentiels ne sont pas interrogés, des preuves disparaissent... Ensuite, les magistrats que nous avons rencontrés au cours de notre enquête ont reconnu que travailler au quotidien avec les policiers les mettait dans une position extrêmement délicate pour les sanctionner. Enfin, compte tenu de ce que l'on estime être la difficulté du métier de policier, une certaine indulgence s'exprime envers ce que l'on préfère considérer comme des «dérapages».

Que faut-il réformer en priorité pour sortir de cette situation ?

La mesure la plus évidente concerne le système des enquêtes et la nécessité d'enquêteurs indépendants. Nous

préconisons la création d'un organe indépendant qui pourrait être placé sous l'autorité du défenseur des droits et disposerait de véritables pouvoirs d'investigation. Pour le reste, il faut travailler, dans le long terme, sur l'évolution des comportements des policiers, des magistrats et des autorités disciplinaires.

On manque aussi de données et d'informations sur les violences...

Il y a un énorme effort de transparence à effectuer. On ne connaît pas le nombre de blessés et de décès lors des opérations de police, quelles armes sont utilisées, combien de plaintes sont déposées et de condamnations rendues... alors que ces données existent. Mais elles ne sont pas communiquées, ce qui donne l'impression qu'il y a quelque chose à cacher, ce qui est dommageable pour les forces de l'ordre elles-mêmes – sauf à penser que les chiffres sont vraiment à charge pour elles.

Il y a pourtant un véritable enjeu démocratique...

L'État dispose du monopole de la violence légitime, mais cela ne doit pas être sans contrôle citoyen. Il ne s'agit pas de jeter le discrédit sur la police, mais, dans un régime démocratique, d'assurer un droit de regard sur le fonctionnement de ces institutions, à plus forte raison sur un usage de la force qui peut blesser et tuer. ● ENTRETIEN PAR JÉRÔME LATTA

PCF : l'ère des incertitudes

**En adoptant à une courte majorité le texte de la direction,
c'est un Parti communiste aux effectifs réduits et plus divisés
qui se présentera à son Congrès dans moins d'un mois.**

**Analyse de ses variations numériques et politiques
depuis dix ans.**

Les militants communistes ont voté la semaine passée pour décider du texte qui servirait de base à la discussion de Congrès de juin prochain. Comme de coutume, le document proposé par la direction sortante a été choisi par une majorité de ceux qui se sont prononcés. Mais, cette fois, il n'a obtenu la majorité absolue que pour quelques centaines de voix.

LA CHUTE DES EFFECTIFS

Les tableaux de résultats publiés par la direction sont intéressants à plusieurs titres. On rappellera tout d'abord que le corps électoral des consultations internes est constitué par les adhérents à jour de leur cotisation. Le nombre des «inscrits» correspond donc au nombre de cotisants réguliers et non pas aux «cartes placées». On peut ainsi étudier

PCF : nombre de cotisants

2006	2008	2011	2013	2016
99 281	79 313	69 227	64 184	53 029

l'évolution du nombre de cotisants sur dix ans, de 2006 à 2016¹. À l'échelon national, le mouvement officiellement reconnu est le suivant.

Entre 2006 et 2016, le PCF aurait donc perdu presque la moitié de ses cotisants. À l'exception de la Drôme et du Calvados, toutes les fédérations départementales comptent moins de cotisants en 2016 qu'en 2006. En 2006, 26 annonçaient plus de mille cotisants ; elles ne sont plus que 12 en 2016.

65 fédérations perdent moins que la moyenne nationale. Sur ce nombre, 12 revendiquaient plus de mille cotisants en 2006. Dans ce groupe, ceux dont la perte est inférieure à un quart des cotisants sont au nombre de trois (Bouches-du-Rhône, Haute-Garonne, Paris).

30 fédérations perdent au contraire plus que la moyenne nationale ; 13 d'entre elles avaient plus de mille cotisants recensés en 2006. Les pertes les plus spectaculaires concernent le Pas-de-Calais (50% de perte) et plus encore le Val-de-Marne et la Seine-Saint-Denis qui sont à un peu moins d'un quart des cotisants qu'ils annonçaient en 2006 !

1. En 2003, les chiffres publiés par la direction n'indiquaient pas le nombre de cotisants, mais celui des cartes remises aux adhérents (134.000 annoncées à l'époque). Ils ne peuvent donc être utilisés pour une comparaison en plus longue durée.

Le recul est continu de 2006 à 2016. Quels que soient la conjoncture et le choix stratégique, le PC voit son corps militant se rétrécir. Le mouvement est toutefois un peu plus accentué entre 2006 et 2008 (échec du «courant antilibéral», perte de 20%) et entre 2013 et 2016 (difficultés du Front de gauche, perte de 17%). En revanche, il est un peu moins fort entre 2011 et 2008 (perte de 13%) et entre 2013 et 2011 (perte de 7%), soit à des périodes où la dynamique de rassemblement du Front de gauche est la plus soutenue.

Il est vrai que les chiffres antérieurs à 2008 peuvent avoir été exagérément gonflés (en incluant des adhérents pas nécessairement à jour de leur cotisation). Il n'en reste pas moins que la chute est sévère depuis 2008 : le recul est de près d'un quart entre 2011 et 2016 et d'un tiers entre 2008 et 2016.

L'évolution du nombre des votants confirme d'ailleurs le tableau. Si le nombre de cartes placées indique à peu près l'espace d'influence de l'organisation partisane, si le fait d'être cotisant implique un rapport plus continu avec elle, la participation à un vote de Congrès suggère un niveau supérieur d'implication militante.

En 2011, par exemple, la direction communiste avançait le chiffre de 135.000

PARTI COMMUNISTE : LE CONGRÈS DE LA DÉCROISSANCE

cartes adressées nominale­ment aux adhérents, de 69.000 cotisants et près de 49.000 d'entre eux ont participé à la désignation du candidat qui devait être le sien à la présidentielle de 2012 (on se souvient que le choix des militants s'est alors porté sur Jean-Luc Mélenchon).

La présidentielle étant, pour les communistes comme pour l'ensemble des citoyens, un moment d'implication plus intense que d'autres, la participation aux votes internes de Congrès est bien sûr moins attractive. Les chiffres depuis 2006 sont les suivants.

gauche politique, et surtout de la gauche de la gauche, il s'agit d'un chiffre plus que respectable ; mais il est en net recul.

LA FRAGMENTATION

Pendant longtemps, le PCF a cultivé l'image d'un corps homogène, bien soudé autour de sa direction. L'image n'était pas fautive, dans un mouvement communiste qui refuse officiellement les tendances depuis les années 1920. Ce n'est pas que les désaccords aient manqué, mais ils ne s'exprimaient pas. Qui n'était pas d'accord s'en allait, tout

PCF : votes au congrès

2006	2008	2013	2016
46 214	40 090	34 662	30 011

Là encore, la baisse est continue et régulière : entre 2006 et 2016, elle est d'environ 35%, de 23% entre 2008 et 2016, ce qui nous rapproche de l'évolution des cotisants. En 2010, on pouvait estimer que le nombre d'adhérents du PCF pouvait se situer dans une fourchette de 90 à 130.000, on le situerait aujourd'hui entre 70.000 et 100.000. À l'échelle de la

simplement, parfois avec fracas, le plus souvent sur la pointe des pieds. On a pu calculer que quatre millions d'individus environ ont adhéré au PCF depuis sa création, en décembre 1920 : une fraction seulement y est restée.

Toutefois, celles et ceux qui demeuraient relevaient d'une culture partisane assez homogène pour susciter l'admiration, la

méfiance et l'envie. Ce n'est plus vrai depuis la fin des années 1970 et, plus encore, depuis la chute du mur de Berlin en 1989. Dès lors, des sensibilités différentes se sont exprimées et les nouveaux statuts adoptés en 2001 leur ont même permis de s'exprimer officiellement, au moins jusqu'à l'ouverture du Congrès national.

Depuis 2003, la direction nationale peut donc se voir opposer des textes dits «alternatifs», entre lesquels les adhérents sont invités à trancher. Entre 2003 et 2013, elle s'est trouvée en butte aux assauts de sensibilités dites «orthodoxes», dénonçant les risques de dilution de «l'identité communiste». À trois reprises, la contestation a été vigoureuse. En 2003, après le choc présidentiel de 2002, deux listes – dont une présentée par la fédération du Pas-de-Calais – talonnèrent le choix du Conseil national en regroupant 45% des votes. En 2006, au moment des «collectifs antilibéraux», puis en 2008 alors que se profilait l'ouverture en direction de Jean-Luc Mélenchon, la direction put toutefois redresser la barre en dépassant la barre des 60%.

En 2013, alors que les «refondateurs» avaient quitté pour la plupart le PCF, Pierre Laurent donna même l'impression qu'il avait surmonté la phase d'incertitude en regroupant sur son texte 73% des militants participant au vote. On était alors à l'apogée du Front de gauche, avant les échéances contrastées ouvertes par les municipales de 2014. L'année 2016, replonge plus que jamais le secré-

taire national dans le tourbillon des incertitudes. Il s'en est cette fois fallu de 375 voix pour que la direction se retrouve en situation de minorité absolue.

On aurait pu penser que le rétrécissement de l'espace militant du PCF aurait renforcé ses courants les plus «identitaires». Ce n'a pas été le cas : les trois textes relevant de cette sensibilité sont même un peu en-deçà (25%) du niveau qu'ils avaient atteint en 2013. C'est donc le texte «Ambition communiste» qui crée la surprise en approchant les 24% des suffrages exprimés.

La majorité de 2013 s'est fractionnée, et cruellement, au détriment de l'actuel noyau dirigeant. En 2006, la direction n'était au-dessous du seuil de majorité absolue que dans 12 fédérations, dans 7 en 2008 et dans 6 en 2013. En 2016, elle l'est dans 34 fédérations. Les fédérations importantes (plus de 1000 cotisants) sont partagées : six ont donné la majorité absolue au Conseil national sortant (Bouches-du-Rhône, Seine-Saint-Denis, Haute-Garonne, Val-de-Marne, Gironde, Hauts-de-Seine), six la lui ont refusée (Paris, Rhône, Seine-Maritime, Hérault, Nord, Pas-de-Calais). Les six favorables regroupent un peu plus de 10.000 adhérents ; les six défavorables en comptent 12.000.

Dans l'ensemble, la direction perd 30% de ses voix de 2013, ne progressant que dans trois départements (Eure, Loire, Haute-Corse). Elle recule plus qu'en moyenne dans 41 départements. Elle perd plus du tiers de ses voix de 2013

PARTI COMMUNISTE : **LE CONGRÈS DE** **LA DÉCROISSANCE**

dans 30 fédérations, dont le Gard, le Cher, le Val d'Oise, les Hauts-de-Seine, le Puy-de-Dôme, la Dordogne, le Nord et le Pas-de-Calais.

Le texte «Ambition communiste», lui, franchit le seuil de majorité absolue dans 6 départements (Vendée, Aveyron, Morbihan, Yonne, Ariège, Manche). Il fait plus que le tiers dans 13 autres (dont le Val d'Oise, le Gard, la Dordogne, le Cher et les Hauts-de-Seine).

DES DÉCISIONS STRATÉGIQUES

Le texte débattu au Congrès sera donc officiellement celui de la direction sortante. Mais sa courte majorité absolue ne masque pas la faiblesse de sa position. On sait la part du réflexe légitimiste dans une organisation qui redoute plus que tout la dissension et l'éclatement. Il n'est donc pas possible de conclure que les 50% de votes favorables disent un accord clair avec la stratégie proposée par Pierre Laurent et ses camarades.

L'enjeu, en fait, est plus délicat que jamais. On peut raisonnablement penser qu'une majorité de militants récuse ce qui, peu ou prou, pourrait annoncer un retour à des formules de «gauche plurielle». Le refus de la politique actuelle de l'exécutif n'apparaît pas suffisant pour dessiner un arc possible de rassemblement à gauche.

Reste à passer de la désignation négative (ce que l'on ne veut pas) à l'initiative positive (le rassemblement autour d'une dynamique et d'une candidature). Pour

l'instant, un quart des communistes qui s'expriment continue de préférer une démarche identitaire, pouvant conduire à une nouvelle candidature communiste. Le problème est que cette hypothèse a toutes les chances de conduire à un nouveau désastre.

Un autre quart, en choisissant «Ambition communiste», a dit sa préférence pour une logique prolongeant explicitement celle du Front de gauche, ce qui implique un refus absolu des primaires de «toute la gauche» ou de ce qui pourrait en être un succédané. On a ainsi pu remarquer que, si de nombreux responsables proches du noyau dirigeant actuel ont signé le récent «Appel des cent» à une candidature commune à gauche, aucun des militants impliqués dans le texte «Ambition communiste» n'a cru bon de le faire.

La direction communiste actuelle est désormais à l'heure des choix. Elle peut considérer qu'il est urgent... de ne pas presser le mouvement, qu'il ne faut pas se hâter de choisir un(e) candidat(e), qu'il faut laisser se déployer le mouvement social et débattre d'abord du programme. À quoi il n'est pas difficile d'objecter qu'en si peu de temps, il ne surgira pas d'option politique nouvelle du mouvement social, que voilà des années que l'on débat de programme et que l'on s'accorde sur ses grandes lignes, dès l'instant où la volonté politique s'en fait sentir. La formule «d'abord le projet et ensuite seulement l'accord politique» n'a jamais fonctionné : c'est le désir de ras-

semblement et la clarté de son périmètre qui ont décidé de son dynamisme, et non pas l'accord formel sur des propositions. Et il n'est pas non plus très ardu de faire remarquer qu'il y aura vraisemblablement une candidature plus ou moins de type social-libéral et la candidature maintenue d'un Jean-Luc Mélenchon qui s'installe dans les représentations de gauche. Dans ces conditions, toute candidature supplémentaire à gauche se prêtera inéluctablement à la suspicion de division, soit de la gauche tout entière au nom du danger constitué par le Front national, soit de la gauche de gauche à un moment où cette gauche-là peut disputer l'hégémonie à un Parti socialiste désorienté. Dans un cas comme dans l'autre, la voie pour les communistes est sans issue, sauf à se fixer d'ultérieures et très improbables recompositions qui voudraient se situer entre l'esprit «Front de gauche» et le PS actuel.

La direction communiste est ainsi face à un double défi : rassembler des communistes déboussolés et éparpillés ; clarifier pour 2017 une stratégie qui, pour l'instant, semble un peu trop se résumer en un «tout sauf Mélenchon». Si elle maintenait son cap becs et ongles, comment éviterait-elle que le choix in extremis d'une nouvelle candidature commune portée par ledit Mélenchon n'apparaisse comme une capitulation en rase campagne et, ce faisant, comme une nouvelle défaite pour la tradition politique du communisme français ?

● ROGER MARTELLI



Le PCF entre doutes et désirs de radicalité

Étape cruciale avant le congrès, le vote sur la «base commune de discussion» éclaire sur ses enjeux : stratégie pour 2017, projet communiste, transformations du parti... Ses résultats sont riches d'enseignements.

Aux lectrices et lecteurs peu familières du processus quelque peu complexe, on rappellera les principales étapes : le Conseil national a fixé, en janvier, le calendrier et l'ordre du jour du congrès. S'ensuit une longue étape où la direction sortante rédige sa «proposition de base commune de discussions des communistes», adoptée par le Conseil national le 6 mars, pendant que les communistes débattent dans leurs sections et à travers des «contributions»¹. Les communistes qui le souhaitent ont alors un mois pour soumettre des propositions de «texte alternatif» à celui de la direction, en rem-

plissant des conditions strictes². Les communistes votent ensuite pour choisir le texte qui deviendra la base de discussion, qui sera ensuite amendée au niveau local, départemental puis national.

CINQ TEXTES SOUMIS AU VOTE

Cinq textes étaient soumis au vote des communistes : outre le texte de la direction, voté à plus de 80% par le Conseil national sortant, trois textes représentaient la ligne «identitaire», émanant des

2. Les textes alternatifs doivent être proposés par au moins trois-cents communistes à jour de leur cotisation, issu-e-s du quart des fédérations, chaque fédération ne pouvant représenter plus de 10% des signataires.

1. Disponibles sur le site dédié au congrès du PCF.

mêmes groupes qu'au congrès précédent : celui du groupe «La Riposte», celui du groupe «Faire vivre et renforcer le PCF» (émanant notamment du Pas-de-Calais et du Rhône) et le dernier intitulé «Reconstruisons un parti de classe» (Paris 15e, Tarn, Aisne...).

Nouveauté en revanche : un dernier texte, intitulé «L'ambition communiste pour un Front de gauche populaire et citoyen». Un texte né, selon ses signataires, « de la sérieuse inquiétude [ressentie] à la lecture du projet du Conseil national », sur le projet (« une liste de propositions pour une politique «de gauche» ») et profondément sur la stratégie de la direction en faveur d'une « candidature commune à gauche » dont les primaires seraient l'outil, analysée comme un retour à la vieille recette de «l'union de la gauche» qui assurerait « une défaite de longue portée ». Et de proposer : continuer la stratégie du Front de gauche et l'approfondir au travers notamment d'assemblées citoyennes souveraines et, pour 2017, d' «Assises de la gauche de transformation sociale et écologique», assumer la « rupture claire avec un PS discrédité », nécessaire à une « dynamique populaire »...

Un texte qui crée la surprise aussi par ses signataires : des figures «historiques» du PCF (Roland Leroy, ancien directeur de l'Humanité, Claude Mazauric, historien...), des jeunes responsables et élu-e-s (Hugo Poidevin, Emmanuelle Becker, Hugo Vandamme, Yann Le Lann,

Manuel Menal, Fanny Gaillanne, Hugo Touzet...), des dirigeants nationaux actuels (Frédéric Genevée, Frank Mouly) et de l'époque de Marie-George Buffet (Patrice Cohen-Seat, qui fut son bras droit, Nicole Borvo, ancienne présidente du groupe au Sénat, Jacques Fath, ancien responsable à l'international...), des maires (Patrice Leclerc, Sylvie Altman)...

UN DÉBAT VIF POUR DES RÉSULTATS INÉDITS

Une nouveauté pas passée inaperçue, au vu de la polarisation des contributions, qui ont vu se succéder argumentaires en faveur du texte alternatif «Ambition communiste», réponses de dirigeants nationaux à ses signataires (Igor Zamichiei, secrétaire fédéral de Paris, Robert Clément, ancien président du Conseil général de Seine-Saint-Denis...), réponse des textes dits «identitaires», adresse aux communistes du secrétaire national et résolution du Conseil national pour « préciser l'orientation » et réintroduire dans le discours des références au Front de gauche et l'assurance d'une indépendance vis-à-vis de « Hollande, Valls et consorts ».

Résultat d'un vif débat : la proposition de la direction obtient sa majorité au forceps avec 51,2%, score le plus bas de l'histoire, dans un parti toujours profondément marqué par le légitimisme ; elle est minoritaire dans près de 40% des départements, dont Paris, le Rhône, la Seine-Maritime ou le Nord ; le texte «Ambition communiste» réunit près d'un

PARTI COMMUNISTE : LE CONGRÈS DE LA DÉCROISSANCE

quart des votants (23,7%), tandis que les trois textes identitaires se partagent le quart restant.

Historique aussi, le nombre de votants et le nombre de cotisants : 30.127, soit près de 20.000 de moins que pour le choix du candidat à la présidentielle, en 2011 ; et près de 5.000 de moins qu'au précédent congrès, en 2013. Tandis que le nombre de cotisants recule de 13.000 en trois ans (51.000 contre 64.000 en 2013 et 70.000 en 2011).

UNE VOLONTÉ D'AMBITION ET DE RADICALITÉ

Des chiffres qui traduisent, d'une part, la difficulté d'un PCF qui souffre depuis 2012 de la perte de la dynamique du Front de gauche, et la difficulté pour la direction de mobiliser dans ce congrès derrière l'orientation proposée de « socle commun » réunissant la gauche du PS, Europe Écologie-Les Verts et le PCF derrière une candidature décidée dans une primaire de plus en plus hypothétique.

Car la nouveauté des résultats du congrès réside assurément dans le score du texte « Ambition communiste » : les trois textes identitaires réunissent précisément le même score qu'au précédent congrès ; et si les voix sont redistribuées entre elles, leurs zones de force restent exactement les mêmes (fédérations du quart Nord-Est, Nord, Pas-de-Calais, Rhône, Isère...).

Ainsi, 49% des votants ont exprimé leur désaccord avec la stratégie propo-

sée, tournée vers la gauche du PS pour des « mesures d'urgence », refusée par l'ensemble des textes alternatifs ; et la volonté d'affirmer un projet plus radical, davantage en rupture, sans minimiser l'ampleur des désaccords sur le fond entre tous ces textes.

RASSEMBLER AVEC LA PRÉSIDENTIELLE EN TOILE DE FOND

Difficile de séparer ce débat, en réalité, du choix de candidats à l'élection présidentielle. Après la déclaration de candidature, largement prévisible, de Jean-Luc Mélenchon, l'équation est difficile pour le PCF : soutenir son candidat de 2012, crédité de 12 à 16% dans les sondages, mais dont le départ en solo a échaudé nombre de communistes ; présenter un candidat communiste en solo, comme le préconisent les textes 3 et 4 ; ou construire une autre candidature avec la gauche du PS et EELV, en faisant le pari très incertain de son émancipation, et au prix de se contenter de « mesures d'urgence » ?

Assurément, la direction nationale devra tenir compte des résultats du vote des communistes, tant sur la participation que sur le choix des textes. Et pour rassembler une majorité large derrière elle, elle devra tenir compte des doutes profonds, de la volonté d'ambition et de radicalité, à la fois dans ses choix stratégiques, son projet et la composition de sa direction.

● **ROGER MARTELLI**

L'alliance avec la droite, c'est maintenant !

De Valls à Macron en passant par Le Guen et Cambadélis, le PS et le gouvernement préparent le terrain au grand rapprochement à venir. Appels du pied, lancements de bidules attrape-tout : pour survivre, cette gauche compte sur la droite.

C'est Jean-Marie Le Guen, en éclaireur des basses besognes, qui a balisé le terrain : « Ça ne me choquerait pas que demain, après 2017, il y ait des personnalités d'horizons différents qui travaillent ensemble ». Le secrétaire d'État chargé des Relations avec le Parlement ajoute : « Est-ce qu'on peut penser véritablement qu'on va gouverner la France demain avec 25% ou 30% avec les réformes et les difficultés liées au terrorisme ? »

Et pour que cela soit tout à fait clair, il précise encore son propos au sujet des futures législatives : « Si demain, c'est le candidat de gauche qui est en tête au premier tour, enfin qui est qualifié, il faudra qu'il aille chercher les électeurs de droite. Si c'est le candidat de droite,

il faudra qu'il aille chercher les électeurs de gauche. Pas en les méprisant, pas en ne passant pas des compromis avec leurs aspirations ».

«DÉPASSEMENT DES CLIVAGES», FORMATION «NON PARTISANE» ET «BELLE ALLIANCE»

Signe que les fameux éléments de langage sont bien en place, Manuel Valls ne déclare pas autre chose dans une récente interview à Libération. En vrac on y apprend que la prochaine élection présidentielle « ne pourra pas être une répétition des précédentes avec l'affrontement classique entre la droite et la gauche. Je ne vois pas non plus les

gagnants gouverner seuls, et les perdants reprendre leur cycle de congrès ou d'assises », et qu'évidemment il « continue à penser que le dépassement des clivages partisans s'impose » et que tout naturellement droite et gauche peuvent « parfaitement nouer des pactes ».

De son côté, la nouvelle formation En marche, lancée par le ministre de l'Économie, ne sera « ni à gauche, ni à droite » et se revendique d'une « démarche non partisane ». Adoubée par le chef de l'État, cette initiative a été encensée par Jean-Pierre Raffarin et qualifiée de « rafraîchissante » par Pierre Gattaz (lire «Macron, l'aspiration par le vide»). Bref, rien que de très normal.

Pour que le tableau soit complet, il manquait la touche d'inventivité du premier secrétaire du Parti socialiste. C'est chose faite avec la Belle alliance populaire. Cette fédération qui, selon Jean-Christophe Cambadélis, vise à « la substitution au PS d'une formation politique rassemblant tous ceux qui auront participé » à la prochaine élection de 2017. On ne peut pas dire que le casting – ni beau, ni populaire à dire vrai – fasse bien envie : Jean-Luc Benhamias (ex EELV, ex

Modem...), l'inévitable Jean-Vincent Placé, la recrue de choix qu'est l'ancienne ministre de Sarkozy, Fadela Amara... Ajoutons un soupçon de Parti radical de gauche et la boucle et bouclée.

UNIR LA GAUCHE POUR GOUVERNER AVEC LA DROITE

Pourtant, les mêmes enjoignent toute la gauche, sous peine de cataclysme ou d'apocalypse, à se rassembler dès le premier tour derrière François Hollande. Unir toute la gauche pour gouverner ensuite avec la droite relève assurément d'une conception subtile de la dialectique. Mais le pari des fossoyeurs de l'Élysée et Matignon peut se résumer ainsi :

1. D'abord essayer d'assurer une présence au second tour de François Hollande face à Marine Le Pen, synonyme de réélection même si le score risque d'être étriqué. C'est à dire vrai, le plus compliqué.
2. La réélection du président sortant devrait logiquement susciter une déflation au sein de la droite parlementaire face à ce qui aurait dû être une élection imperdable. Une partition devrait alors

s'opérer entre le secteur le plus réactionnaire qui se tournera vers le Front national et le secteur plus modéré qui s'y refusera.

3. François Hollande sait parfaitement que son éventuelle réélection le serait par défaut et qu'il ne bénéficierait d'aucune dynamique au moment des législatives. En bref, il sait qu'il n'aura pas avec ses seuls soutiens de majorité parlementaire et qu'il lui faudra s'appuyer sur une partie de la droite modérée.

Hollande et sa clique ne sont pas seulement responsables d'un quinquennat calamiteux et déshonorant. Ils ambitionnent désormais de parachever leur œuvre par un gouvernement gauche/droite qui est la norme au sein de l'Union européenne. Il ne s'agit pas là d'un quelconque procès d'intention, mais le constat d'une orientation pleinement assumée et exprimée comme telle.

Face à un tel projet, chacun à gauche est désormais devant ses responsabilités et doit en tirer toutes les conséquences. Le temps n'est plus aux arabesques et aux circonvolutions, mais à l'affrontement.

● **GUILLAUME LIÉGARD**

Macron, l'aspiration par le vide

**En lançant son mouvement, Emmanuel Macron se présente
comme l'homme d'un renouveau trans-partisan.
Vendu comme une marque, dépourvu de substance,
il est surtout le produit du marasme démocratique
et de la pensée qui gouverne.**

Baptisé En marche, le «mouvement» politique d'Emmanuel Macron est d'emblée déclaré «ni de droite, ni de gauche». Pour se convaincre qu'en pareil cas, on est surtout «ni de gauche, ni de gauche», il a suffi d'apprendre que son site était hébergé par l'Institut Montaigne et qu'un cadre de Goldman Sachs était missionné pour trouver des financements, puis de constater les réactions bienveillantes de Jean-Pierre Raffarin, Nathalie Kosciusko-Morizet ou Pierre Gattaz.

LE FANTÔME DE LA GAUCHE

Cette volonté de faire disparaître le «vieux clivage»¹ gauche-droite n'a rien de nouveau, et elle recèle une volonté d'abolir le débat politique en entérinant une (petite)

fin de l'histoire : plus besoin de politique, l'économie impose «naturellement» un ordre de nécessité indiscutable auquel il s'agit de s'adapter. Tout récalcitrant n'a tout simplement pas pris la mesure de cette fatalité et, de ce fait, s'oppose vainement à une «modernité» qu'il faut embrasser : c'est lui qui «bloque» la société. La distinction droite-gauche a d'autant plus perdu sa consistance que les partis de gouvernement se sont attachés à l'effacer. Ils n'expriment plus que des nuances de postures ou des dosages différents de la purge à administrer. Puisqu'il n'y a plus de gauche qui vaille, il est possible d'être de droite sans avoir à (se) l'avouer. Macron, qui donne avec insistance des définitions de ce que signifie « être de gauche », n'accorde pas une grande importance à cette appartenance : « Je viens de la gauche, mais j'ai

1. Une recherche sur Internet indique que l'adjectif est presque automatiquement accolé au nom.

envie de travailler avec des hommes et des femmes de droite », déclarait-il au 20 heures de France 2 le 10 avril. En prônant « des solutions beaucoup plus radicales, beaucoup plus en profondeur » – un radicalisme évidemment plus libéral que social².

Macron annonce beaucoup moins la recomposition du champ politique qu'il n'achève sa décomposition. Il n'oppose au discrédit des élus que leur substitution par la caste post-technocratique des experts, des gardiens de l'orthodoxie libérale. Lui-même affirme qu'il n'est « pas du sérail », dénonce « l'entre soi », alors que, énarque, il est passé par la haute fonction publique et par cette élite financière qui a conquis l'hégémonie idéologique (et se déguise sous les habits de la « société civile »).

«INSTALLER» LA «MARQUE» MACRON

L'artefact Emmanuel Macron est parfaitement adapté au néant politique actuel, dont il est le résultat : une « image », une cote de popularité, un profil médiagé-

2. « Notre système est injuste et inadapté », disait le ministre de l'Économie en une du JDD ? Il ne faut pas se tromper sur la nature de la réponse : le système restera injuste, mais il va être adapté.

nique et des ambitions qui lui permettent d'alimenter l'actualité. Et un discours fait de mots creux qui, mis bout à bout, résonnent comme des slogans de publicité institutionnelle pour une banque ou une compagnie d'assurance. Même les titres de presse à son sujet ressemblent à de tels slogans : « Macron, l'ambition en mouvement », a affiché la une du Monde lundi. Son clip compile des extraits de banques d'images : une iconographie factice et une esthétique publicitaire qui font écho à la philosophie macronienne et ses psaumes.

Dans un jargon caractéristique, les « communicants nouvelle génération » derrière le lancement de sa campagne indiquent aussi bien le caractère factice du renouvellement que son inscription dans les codes du marketing : ils parlent de « produit » et de « marque Macron » à « installer ». Leur égérie serait un « game changer » qui « change les règles du jeu » quand elle se contente, en réalité, d'affirmer leur caractère intangible et de les réciter doctement. Le clip égrène ainsi une litanie de mots consensuels mais pas plus définis que le projet politique auquel Macron appelle à se joindre une « alliance de tous ceux qui font avancer le pays ». En définitive, tout se résume à

filer la métaphore du mouvement et de l'immobilité : sur le site, l'alternative proposée au clic est « Je marche » ou « Je reste assis sans rien faire ».

Il est tout à fait possible que, dans un tel contexte et tout ectoplasmique qu'il soit, Macron fasse illusion, qu'il soit le mieux placé pour se présenter comme la solution au marasme et aux problèmes tels que ses pairs les ont formulés depuis des années ; peut-être sera-t-il l'agent du succès éternellement reporté d'une offre politique au «centre» (façon Ciudadanos à la française).

LE VIDE SOUS L'EMBALLAGE

Si l'on peut douter de l'assise électorale qu'offre une popularité sondagière³, il porte les habits de la nouveauté et bénéficie de la distance qu'il affiche avec la politique partisane. Au point que certains commentateurs, probablement gagnés par la confusion ambiante, font un parallèle avec la Nuit debout et ses aspirations en faveur d'un renouvellement démocratique. Il faut cependant être sérieusement intoxiqué pour voir en Macron l'homme du changement : il n'incarne que le para-

chèvement des conquêtes idéologiques libérales des trente dernières années et la liquidation du PS. Si la campagne de lancement de En marche ne présente strictement aucune mesure concrète, et ne formule aucune des « idées neuves » invoquées, c'est principalement parce que le programme est connu, et n'a aucun caractère de nouveauté.

L'enjeu n'est pas là : il s'agit plutôt de marketer le produit, de le mettre dans sa vitrine (les unes des journaux, en particulier). La suite ne relève pas plus des idées, des valeurs ou des principes, mais de ces stratégies de conquête du pouvoir dans lesquelles nos élites investissent toute leur intelligence. Et dans lesquelles la montée de l'extrême droite, la crise démocratique, les millions de chômeurs et de précaires, les crispations identitaires ne sont que des paramètres dont on s'accommode ou dont on joue. Présenté par les magazines sous des appellations exclamatives («OVNI», «coqueluche», «électron libre», «bombe», «fusée», «dynamiteur» et même «fantasme»), comparé à Mendès-France par Christophe Barbier... Macron, c'est tout ce que l'on veut bien y mettre. L'emballage est pratique et séduisant. ● **JÉRÔME LATTA**

3. Les instituts lui prêtent d'ailleurs peu d'intentions de vote

Le Guen, phare de la pensée

La lecture de La Gauche qui vient, du secrétaire d'État aux relations avec le Parlement, relève incontestablement de l'épreuve. Elle n'en est pas moins instructive sur l'évolution idéologique de certaines sphères dirigeantes du «socialisme» français.

Surnommé le ministre des tensions avec le Parlement, Jean-Marie Le Guen vient de commettre un opusculé, heureusement gratuit, intitulé La gauche qui vient. Fiche de lecture.

JEAN-MARIE ET LES INÉGALITÉS

Comme son mentor de premier ministre, Jean-Marie Le Guen aime l'entreprise et s'agace des oripeaux qui obstruent une pensée moderne de la compétitivité et de l'épanouissement : « À gauche, une lecture caricaturale, issue de la vulgate marxiste, a trop longtemps rapporté l'entreprise à la seule dimension de l'exploitation de l'homme par l'homme, et en a fait la source de tous nos maux.(...) Mais

nous devons définitivement rompre avec ces vieilles lunes de «lutte des classes» opposant radicalement les patrons et les travailleurs, dans lesquelles les Français ne se reconnaissent pas. »

Pour autant, soyons honnête, notre secrétaire d'État a su préserver toute sa rage contre les injustices de notre monde moderne. On saisira l'audace économique de Jean-Marie Leguen, à des fulgurances de la radicalité comme cette fine analyse : « Si certaines inégalités peuvent s'avérer justifiées, il est néanmoins manifeste que les hyperinégalités ne sont pas une source de progrès pour tous (trickle-down economics), mais bien une source d'inquiétudes croissantes, notamment pour les

classes moyennes des pays développés » (page 10). C'est vrai que la bataille pour un peu plus de justice sociale paraît floutée, que l'existence même des catégories populaires qui paient le prix fort de la crise semble improbable, mais tout cela, après tout, c'est le passé.

JEAN-MARIE HUMANISTE

Digne représentant de son époque, le secrétaire d'État sait bien que la gauche archaïque n'était pas seulement marquée par son égalitarisme naïf mais aussi par une certaine conception de l'humanisme vis à vis de populations soumises aux ravages de la guerre. Conscient qu'il faut évoluer sur ce terrain aussi, face à la tragédie des migrants en Méditerranée, voilà que Jean-Marie Le Guen se veut défenseur d'un nouveau concept, l'accueil de loin : « Mais personne ne doit non plus négliger le fait que les capacités d'accueil des pays européens sont limitées et variables selon leurs situations économique, démographique et politique. La réponse la plus durable et la plus adaptée consiste donc bien à développer l'accueil dans les pays limitrophes. Ce qui suppose nécessairement une intensification notable de notre soutien humanitaire et économique à ces pays » (page 15).

Une remarque pour le moins indécente lorsque le gouvernement français s'est fort modestement engagé en novembre 2015 à accueillir 30.000 réfugiés en deux ans bien loin des 120.000 Vietna-

miens de 1979 ou des 500.000 Espagnols entre 1936 et 1939. La réalité est encore bien pire. Selon un article de L'Obs, « Crise des migrants : la France attend toujours ses réfugiés », fin décembre, on totalisait l'arrivée de dix-neuf Somaliens en tout et pour tout. À ce rythme, le quota français devrait être atteint dans une petite centaine d'années. Il va de soi, par contre, que le Liban et ses 4,4 millions d'habitants n'a aucun problème à gérer l'afflux de 1,1 million de réfugiés syriens, ce qui n'a occasionné qu'une augmentation de 25% de la population.

JEAN-MARIE SAIT PARLER À SA GAUCHE

Jean-Marie Le Guen aime, adore ceux qui sont à sa gauche, ce qui arrive assez vite en réalité. Dès le printemps 2014, il avait su trouver les mots pour qualifier ses camarades frondeurs : « Ces soi-disant socialistes » et autres « brebis galeuses ». En 2015, il avait eu un petit mot doux pour le PCF : « Les communistes ne fêteront pas leur centenaire ». Son opuscule de 2016 traduit un nouveau phénomène de radicalisation qui mériterait sans doute une fiche S. La gauche radicale (en gros à partir des frondeurs) se voit parée de ses plus beaux atours : « Mais une part de la gauche radicale se complaît également dans un tableau apocalyptique, misérabiliste de notre pays. Elle ne s'extrait pas non plus d'une vision complotiste de la situation, même

si elle substitue comme coupable de tous nos maux le libéralisme au cosmopolitisme » (page 22).

Mais le meilleur était à venir et page 53 : « Enfin, ce séparatisme est porté par une part de la gauche de la gauche, qu'on pourrait être tenté de qualifier – de manière polémique – d'«islamo-gauchisme». Pour des raisons compassionnelles, en ne voyant les personnes d'origine arabomusulmane que comme des victimes et des opprimés, cette gauche, bien incarnée par Clémentine Autain, est prête à céder totalement au différentialisme culturel ». Presque inquiet de ces propos apaisants, J.-M. Le Guen a cru utile d'ajouter dans la presse que la co-directrice de Regards est « prête à céder totalement au différentialisme culturel » en acceptant « de substituer des normes religieuses et communautaires à nos droits et nos règles républicaines ». On lira ici la tribune de Clémentine Autain parue dans Le Monde en réponse aux délires du ministre.

JEAN-MARIE 2017


Les pensées profondes et subtiles n'auraient pas de sens si elles ne se confrontaient pas à la dure réalité pratique, celle de l'élection présidentielle de 2017. Constatant l'éclatement et les difficultés des forces à gauche, J.-M. Le Guen sait en reconnaître les causes : « On pourrait presque croire que cet amour des divisions sans fin qui caractérisaient les groupuscules trotskistes et maoïstes a

contaminé la gauche tout entière ». Lui n'est pas un archéo-débile, il sait bien que la politique gouvernementale ne saurait être la cause d'un quelconque problème.

Pourtant, face au danger du Front national, le rassemblement de toute la gauche derrière une candidature raisonnable ne lui paraît pas suffisante : « Face à cette menace, la droite comme la gauche continuent à se considérer et à se traiter comme irréductibles l'une à l'autre, alors même que chacun des camps sait qu'il devra compter sur le soutien de l'autre pour l'emporter au deuxième tour. Il y a dans cette hystérisation, cette «essentialisation» du clivage droite-gauche conforme aux habitudes récentes de notre théâtre politique une bonne dose d'hypocrisie et un certain degré d'irresponsabilité. Car, si la campagne de 2017 se déroule dans un climat d'affirmation agressive du clivage gauche-droite, il sera très difficile pour le candidat qualifié de surmonter l'aigreur, l'amertume des électeurs de l'autre camp » (Page 73).

JEAN-MARIE 2017

Rassembler la gauche ou dépasser le clivage gauche-droite, le problème semble insoluble. Heureusement, dans un renversement dialectique lumineux, notre phare de la pensée a la solution : « Mais je ne me résigne pas à cette division mortifère de la gauche. J'en appelle donc à un double dépassement simul-



tané : celui du clivage droite-gauche dans le camp républicain, et celui des deux gauches dans une gauche rassemblée » (page 85). Unifier la gauche pour s'allier avec la droite, voilà la subtilité, le Front national promu seul opposant s'en frotte les mains d'avance. Car c'est bien d'un accord sur le fond qu'il s'agit, notre fin stratège a déjà pensé au programme commun des législatives : « Là encore, c'est donc bien l'hypothèse d'un front républicain qui se dessine. Dans les travaux parlementaires, il pourrait prendre la forme d'un compromis sur le socle programmatique des textes ayant vocation à être adoptés par la majorité républicaine des deux chambres. Mais, dès l'amont, il pourrait s'esquisser dans l'entre-deux-tours des législatives, puisque des désistements pour soutenir les candidats républicains les mieux placés seront forcément envisagés ».

On savait Jean-Marie Le Guen hargneux, on le connaissait approximatif sur sa gestion de la MNEF, sur ses déclarations de patrimoine, le voilà au moins limpide sur un projet de destruction de tout ce qui a fait la gauche dans ce pays depuis la Révolution française. Au delà des phrases creuses et prétentieuses, au-delà des perles fort nombreuses qui parsèment le livre, ce n'est pas de « Hé Oh la gauche », mais bien de « Au revoir la gauche » qu'il s'agit. Raison de plus pour dire adieu à Jean-Marie Le Guen, et à tous ses amis, dès 2017.

● **GUILLAUME LIÉGARD**